

Résumé financier (en millions de dollars)				
	Chiffres réels 2004-2005	2005-2006		
		Plan budgétaire	Perspect. actuelles*	Variation en cours d'exercice
Revenus	77 841	81 687	82 132	445
Charges				
Programmes	67 009	71 014	71 224	210
Immobilisations	3 019	2 673	2 706	33
Intérêt sur la dette	9 368	9 796	9 571	(225)
Total des charges	79 396	83 483	83 501	18
Excédent/(Déficit) avant la réserve	(1 555)	(1 796)	(1 369)	427
Réserve	-	1 000	1 000	-
EXCÉDENT/(DÉFICIT)	(1 555)	(2 796)	(2 369)	427

* Prévisions financières du troisième trimestre au 31 décembre 2005.

POINTS SAILLANTS

RÉSULTATS AFFICHÉS AU COURS DE L'EXERCICE 2005-2006

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

- Le ministère des Finances a révisé ses projections de croissance du PIB réel pour 2005; elles sont ainsi passées de 2,0 % dans le budget de l'Ontario de 2005 à 2,2 % dans le document Perspectives économiques et revue financière de 2005.

DÉFICIT PRÉVU DE 2,4 MILLIARDS DE DOLLARS

- Le déficit prévu pour 2005-2006 est de 2 369 millions de dollars, montant inférieur de 427 millions de dollars aux chiffres du plan budgétaire de 2005 et inchangé par rapport aux prévisions du document Perspectives économiques et revue financière de 2005. Si la réserve n'est pas nécessaire d'ici la fin de l'exercice, le déficit devrait être de 1 369 millions de dollars.

REVENUS PRÉVUS DE 82,1 MILLIARDS DE DOLLARS

- On prévoit des revenus de 82 132 millions de dollars pour 2005-2006, ce qui est supérieur d'un montant net de 445 millions de dollars aux chiffres du plan budgétaire de 2005 et conforme aux prévisions du document Perspectives économiques et revue financière de 2005.

CHARGES PRÉVUES DE 83,5 MILLIARDS DE DOLLARS

- On prévoit que les charges totaliseront 83 501 millions de dollars en 2005-2006, ce qui est supérieur d'un montant net de 18 millions de dollars aux chiffres du plan budgétaire de 2005 et conforme aux prévisions du document Perspectives économiques et revue financière de 2005.

RÉSERVE DE 1,0 MILLIARD DE DOLLARS

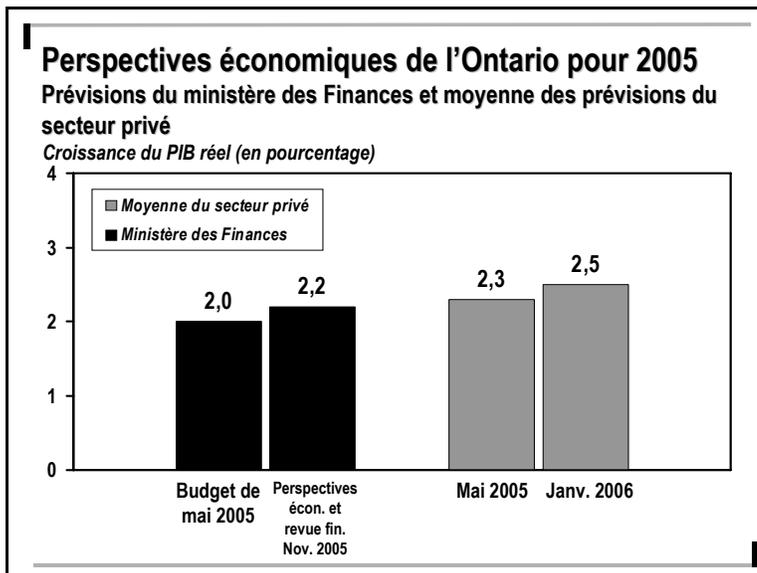
- Les perspectives financières actuelles comportent toujours une réserve de 1,0 milliard de dollars pour protéger le plan financier contre des changements négatifs imprévus dans les perspectives économiques et financières.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'ONTARIO

Au cours des trois premiers trimestres de 2005, l'économie ontarienne a fait preuve d'une résistance remarquable compte tenu de facteurs négatifs tels que la hausse des prix du pétrole et du dollar canadien.

Le ministère des Finances a révisé ses projections de croissance du PIB réel; elles sont ainsi passées de 2,0 % dans le budget de 2005 à 2,2 % dans le document Perspectives économiques et revue financière de 2005.

Selon la moyenne actuelle des prévisions du secteur privé, le taux de croissance de l'économie ontarienne est de 2,5 % pour 2005, par rapport au taux de 2,3 % prévu lors de la publication du budget.

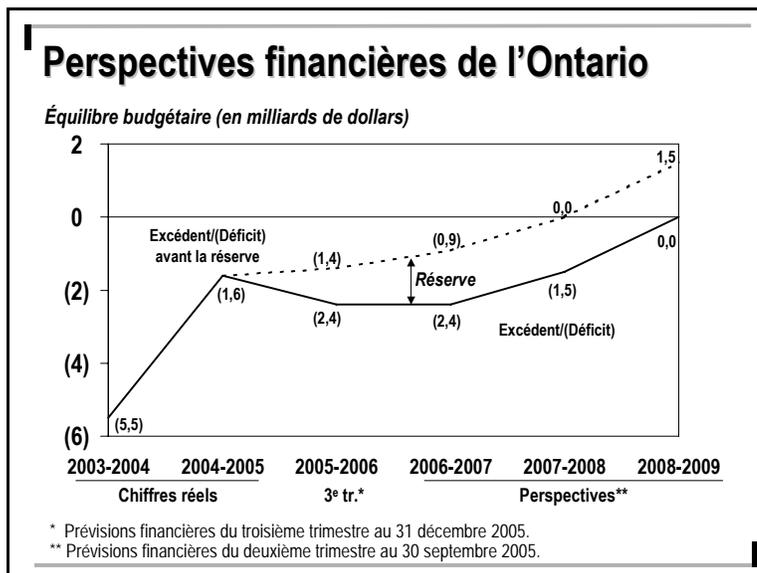


Les prévisions du secteur privé pour 2006 et par la suite se sont affaiblies depuis la publication du budget de 2005 en raison surtout des prix du pétrole plus élevés et du dollar canadien plus fort. (Elles sont passées de 2,9 à 2,5 % pour 2006, de 3,7 à 3,0 % pour 2007, et de 3,7 à 3,3 % pour 2008.)

PERSPECTIVES FINANCIÈRES DE L'ONTARIO

Le plan financier à moyen terme du gouvernement, tel que décrit dans le budget de 2005, vise à éliminer le déficit au plus tard en 2008-2009. Le budget sera équilibré un an plus tôt si la réserve n'est pas nécessaire en 2007-2008.

Selon le document Perspectives économiques et revue financière de 2005, la situation financière de 2005-2006 devrait être meilleure que ce qui avait été prévu dans le budget de 2005. Ainsi, le déficit devrait être inférieur aux 2,8 milliards de dollars prévus dans le budget. Le déficit prévu pour 2005-2006 est conforme à ce qui est indiqué dans le document Perspectives économiques et revue financière de 2005 et devrait se chiffrer à 2,4 milliards de dollars, ou à 1,4 milliard de dollars si on n'a pas à puiser dans la réserve d'ici la fin de l'exercice.



RÉSULTATS FINANCIERS**REVENUS DE 82,1 MILLIARDS DE DOLLARS**

- ♦ On prévoit des revenus de 82 132 millions de dollars pour 2005-2006, ce qui est supérieur d'un montant net de 445 millions de dollars aux chiffres du plan budgétaire de 2005 et conforme aux prévisions du document Perspectives économiques et revue financière de 2005. L'augmentation par rapport aux chiffres du budget de 2005 est principalement attribuable aux revenus plus élevés provenant du traitement des déclarations de revenus produites par les particuliers et les sociétés en 2004.
- ♦ Les perspectives pour 2005-2006 sont établies avec prudence conformément à l'approche adoptée pour le document Perspectives économiques et revue financière de 2005. La croissance économique enregistrée au cours de l'année civile 2005 a été plus forte que prévu dans le budget de 2005 et pourrait faire augmenter les revenus de 2005-2006, mais il existe toujours des risques. Selon les prévisions économiques récentes, la croissance diminuera au cours de l'année civile 2006, ce qui pourrait entraîner une baisse des revenus au cours du dernier trimestre de 2005-2006. De plus, des renseignements cruciaux sur les revenus nous seront transmis plus tard au cours de l'exercice 2005-2006, notamment ceux découlant du traitement des dernières déclarations de revenus de 2004 et des acomptes provisionnels des sociétés de 2005. En raison de ces risques et incertitudes, les revenus prévus restent inchangés par rapport au dernier trimestre.

CHARGES DE 83,5 MILLIARDS DE DOLLARS

- ♦ On prévoit que les charges totaliseront 83 501 millions de dollars en 2005-2006, ce qui est supérieur d'un montant net de 18 millions de dollars aux chiffres du plan budgétaire de 2005 et conforme aux prévisions du document Perspectives économiques et revue financière de 2005. L'augmentation par rapport aux chiffres du budget de 2005, telle que décrite dans le document Perspectives économiques et revue financière de 2005, est principalement attribuable à une hausse, en cours d'exercice, de 221 millions de dollars découlant des obligations en matière de prestations de retraite, de 28 millions de dollars pour appuyer la Stratégie du secteur forestier de l'Ontario, et à des économies de 225 millions de dollars réalisées au titre de l'intérêt sur la dette.

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

- ♦ On prévoit que les charges de fonctionnement totaliseront 80 795 millions de dollars en 2005-2006, ce qui est inférieur d'une somme nette de 15 millions de dollars aux chiffres du budget de 2005. Cela représente une baisse nette de 33 millions de dollars pour le présent trimestre.
- ♦ Les charges de programmes de 71 224 millions de dollars prévues pour 2005-2006 sont supérieures d'un montant net de 210 millions de dollars aux chiffres du plan budgétaire de 2005 et inférieures d'un montant net de 33 millions de dollars aux prévisions du document Perspectives économiques et revue financière de 2005. Les modifications subies par les charges des programmes ministériels au cours du troisième trimestre comprennent les suivantes :
 - ♦ Ministère du Procureur général : Montant supplémentaire de 2 millions de dollars pour l'expansion du Groupe d'intervention contre les bandes criminalisées et les armes à feu, montant qui provient entièrement du Fonds de prévoyance.
 - ♦ Ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse : Augmentation nette de 2 millions de dollars découlant de la somme supplémentaire de 35 millions de dollars versée au cours du trimestre aux sociétés d'aide à l'enfance pour les aider à gérer le nombre de cas plus élevé que prévu, montant qui provient du Fonds de prévoyance, et d'une diminution de 33 millions de dollars parce que des fonds sont passés des charges de fonctionnement aux charges d'immobilisations pour appuyer l'augmentation du nombre de places dans les garderies titulaires d'un permis dans le cadre de la Stratégie Meilleur départ de la province. Cette stratégie est appuyée par des fonds fédéraux au titre de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants.

- ♦ Ministère des Affaires civiles et de l'Immigration : Montant supplémentaire de 6 millions de dollars, visant principalement à accroître la capacité du ministère de fournir du soutien aux nouveaux arrivants et à mettre en oeuvre l'Accord Canada-Ontario sur l'immigration, signé le 21 novembre 2005; ce montant provient entièrement du Fonds de prévoyance.
- ♦ Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels : Montant supplémentaire de 5 millions de dollars pour appuyer les initiatives de lutte contre les bandes criminalisées et les armes à feu mises en oeuvre par les services policiers de Toronto, montant qui provient entièrement du Fonds de prévoyance.
- ♦ On prévoit que l'intérêt sur la dette sera de 9 571 millions de dollars en 2005-2006, montant inférieur de 225 millions de dollars aux chiffres du plan budgétaire de 2005 et inchangé par rapport aux prévisions du document Perspectives économiques et revue financière de 2005.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

- ♦ On prévoit des charges d'immobilisations de 2 706 millions de dollars en 2005-2006, ce qui est supérieur d'un montant net 33 millions de dollars aux chiffres du plan budgétaire de 2005 et aux prévisions du document Perspectives économiques et revue financière de 2005. Les modifications subies par les charges d'immobilisations des ministères au cours du troisième trimestre comprennent les suivantes :
 - ♦ Ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse : Montant supplémentaire de 33 millions de dollars parce que des fonds sont passés des charges de fonctionnement aux charges d'immobilisations pour appuyer l'augmentation du nombre de places dans les garderies titulaires d'un permis dans le cadre de la Stratégie Meilleur départ de la province.

RÉSERVE DE 1,0 MILLIARD DE DOLLARS

- ♦ Les perspectives financières pour 2005-2006 comportent une réserve de 1,0 milliard de dollars, tout comme dans le budget de 2005 et le document Perspectives économiques et revue financière de 2005. La réserve vise à protéger le plan financier contre des changements négatifs imprévus dans les perspectives économiques et financières. Si on ne puise pas dans la réserve cette année, le déficit devrait être de 1,4 milliard de dollars.

État des opérations financières (en millions de dollars)					
				Chiffres réels	Perspect. actuelles*
	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Revenus	66 534	68 891	68 400	77 841	82 132
Charges					
Programmes	53 932	57 204	62 104	67 009	71 224
Immobilisations**	1 890	1 876	2 175	3 019	2 706
Intérêt sur la dette	10 337	9 694	9 604	9 368	9 571
Total des charges	66 159	68 774	73 883	79 396	83 501
Excédent/(Déficit) avant la réserve	375	117	(5 483)	(1 555)	(1 369)
Réserve	-	-	-	-	1 000
Excédent/(Déficit)	375	117	(5 483)	(1 555)	(2 369)
Dette nette†	132 121	132 647	138 557	140 662	144 024
Déficit accumulé†	132 121	118 705	124 188	125 743	128 112

* Prévisions financières du troisième trimestre au 31 décembre 2005.

** À compter de 2002-2003, les immobilisations corporelles importantes appartenant aux ministères provinciaux (terrains, immeubles et infrastructure de transport) sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice intégrale. Les autres immobilisations corporelles appartenant aux ministères continueront à être comptabilisées à titre de charges au cours de l'année d'acquisition ou de construction. Toutes les immobilisations appartenant à des organismes publics intégrés sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice intégrale.

† La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs financiers. La variation annuelle de la dette nette équivaut à la somme de l'excédent/du déficit et de la variation des immobilisations corporelles importantes. Le déficit accumulé représente la différence entre, d'une part, les passifs et, d'autre part, les actifs financiers et les immobilisations corporelles. La variation annuelle du déficit accumulé équivaut à l'excédent ou au déficit.

Statistiques économiques et financières de l'Ontario					
				Chiffres réels	Perspect. actuelles*
	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché** (en millions de dollars)	453 701	478 141	493 345	517 407	538 621
Population (en milliers) - 1 ^{er} juillet	11 898	12 102	12 260	12 407	12 541
Revenus en pourcentage du PIB	14,7	14,4	13,9	15,0	15,2
Croissance des revenus (%)	0,4	3,5	(0,7)	13,8	5,5
Total des charges en pourcentage du PIB	14,6	14,4	15,0	15,3	15,5
Croissance des charges totales (%)	2,7	4,0	7,4	7,5	5,2
Total des charges de programmes en pourc. du PIB	11,9	12,0	12,6	13,0	13,2
Croissance du total des charges de programmes (%)	4,9	6,1	8,6	7,9	6,3
Intérêt sur la dette en pourcentage des revenus	15,5	14,1	14,0	12,0	11,7
Intérêt sur la dette en pourcentage des charges totales	15,6	14,1	13,0	11,8	11,5
Intérêt sur la dette en pourcentage du PIB	2,3	2,0	1,9	1,8	1,8
Excédent/(Déficit) en pourcentage du PIB	0,1	0,0	(1,1)	(0,3)	(0,4)
Dette nette par habitant (\$)	11 104	10 961	11 302	11 337	11 484
Dette nette en pourcentage du PIB	29,1	27,7	28,1	27,2	26,7
Déficit accumulé par habitant (\$)	11 104	9 809	10 130	10 135	10 215
Déficit accumulé en pourcentage du PIB	29,1	24,8	25,2	24,3	23,8

* Prévisions financières du troisième trimestre au 31 décembre 2005.

** Selon les Comptes économiques provinciaux de Statistique Canada de 2005.

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Statistique Canada.

CROISSANCE SOUTENUE DE L'ÉCONOMIE ONTARIENNE

- ♦ Le PIB réel de l'Ontario a augmenté d'un taux annuel de 2,8 % au cours du troisième trimestre (de juillet à septembre) de 2005. Cette croissance est attribuable aux investissements considérables dans le matériel et l'outillage, aux dépenses élevées des ménages et à la reprise des exportations.

CRÉATION D'EMPLOIS SOUTENUE EN 2005

- ♦ En 2005, le nombre d'emplois en Ontario a augmenté de 82 600 emplois nets, ou de 1,3 %, par rapport à 2004. Le taux de chômage est passé à 6,6 % en 2005, soit le plus faible taux annuel depuis 2001.

CROISSANCE DES VENTES AU DÉTAIL

- ♦ Au cours des dix premiers mois de 2005, les ventes au détail ont augmenté de 4,7 % en Ontario par rapport à la même période en 2004.

INFLATION TOUJOURS MODÉRÉE

- ♦ Le taux d'inflation de l'IPC de l'Ontario est passé de 2,0 % en novembre à 2,1 % (d'une année à l'autre) en décembre. En 2005, ce taux a été de 2,2 % comparativement à 1,9 % en 2004.

MARCHÉ DU LOGEMENT TRÈS ACTIF

- ♦ Au cours des 11 premiers mois de 2005, les reventes de logements en Ontario n'étaient que de 0,1 % inférieures au chiffre record enregistré en 2004. Le prix moyen de revente d'un logement a augmenté de 7,8 % en novembre par rapport aux prix affichés un an auparavant.

HAUSSE DE LA VALEUR DES PERMIS DE CONSTRUCTION NON RÉSIDENIELLE

- ♦ Au cours des 11 premiers mois de 2005, la valeur des permis délivrés en Ontario pour la construction commerciale, industrielle et institutionnelle a augmenté de 7,3 % par rapport à la même période en 2004.

CROISSANCE DES EXPÉDITIONS DE BIENS MANUFACTURÉS ET DES EXPORTATIONS INTERNATIONALES EN 2005

- ♦ Au cours des 11 premiers mois de 2005, les expéditions ontariennes ont augmenté de 0,8 % par rapport à la même période en 2004.
- ♦ Au cours des 11 premiers mois de 2005, les exportations internationales de l'Ontario ont augmenté de 0,3 % par rapport à la même période en 2004, tandis que les importations se sont accrues de 3,5 %.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES (variation en pourcentage par rapport à la période précédente, sauf indication contraire)								
		Annuels		Trimestriels				
		2003	2004	3 ^e trim. 2004	4 ^e trim. 2004	1 ^{er} trim. 2005	2 ^e trim. 2005	3 ^e trim. 2005
		Production (désaisonnalisée, taux annuels)						
PIB réel	Ontario	1,6	2,7	6,1	2,7	2,1	2,3	2,8
PIB nominal	Ontario	3,2	4,9	7,0	5,6	3,4	4,5	8,3
		Annuels		Mensuels 2005				
		2004	2005	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Autres indicateurs (désaisonnalisés)								
Marchés du travail								
		103	75	9	1	24	(23)	(12)
		108	83	10	17	21	1	(18)
		6,8	6,6	6,6	6,4	6,4	6,1	6,2
Secteur des ménages								
		3,2	n.d.	(1,0)	(1,2)	1,0	n.d.	n.d.
		85,1	n.d.	63,5	70,9	61,1	81,5	84,8
		7,0	n.d.	10,8	7,3	4,0	3,5	n.d.
Expéditions de biens manufacturés								
		7,1	n.d.	4,7	(2,0)	2,0	(3,0)	n.d.
		5,2	n.d.	8,1	(5,6)	6,4	(5,5)	n.d.
Indice des prix à la consommation**								
		1,9	2,2	2,7	3,3	2,5	2,0	2,1
Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble et Ward's Automotive.								

* Les mises en chantier mensuelles de logements sont exprimées sous forme de taux annuels désaisonnalisés.

** Variation en pourcentage par rapport aux chiffres enregistrés un an auparavant.

n.d. = données non disponibles.

FINANCES DE L'ONTARIO
TABLEAUX FINANCIERS

REVENUS

(en millions de dollars)	Chiffres réels 2004-2005	2005-2006		Variation en cours d'exercice
		Plan budgétaire	Perspect. actuelles*	
REVENUS FISCAUX				
Impôt sur le revenu des particuliers	19 320	20 026	20 251	225
Taxe de vente au détail	14 855	15 475	15 475	-
Impôt des sociétés	9 883	9 248	9 488	240
Impôt-santé des employeurs	3 886	4 033	4 033	-
Contribution-santé de l'Ontario	1 737	2 422	2 422	-
Taxe sur l'essence	2 277	2 308	2 288	(20)
Taxe sur les carburants	727	733	733	-
Taxe sur le tabac	1 453	1 511	1 511	-
Droits de cession immobilière	1 043	1 056	1 056	-
Paiements tenant lieu d'impôts (électricité)	511	656	656	-
Autres taxes et impôts	283	258	258	-
	55 975	57 726	58 171	445
GOUVERNEMENT DU CANADA				
Transfert canadien en matière de santé (TCS)**	5 640	7 127	7 127	-
Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS)***	2 912	3 311	3 311	-
Suppléments au titre du TCSPS	775	584	584	-
Logement social	522	520	520	-
Infrastructure	209	293	293	-
Fonds pour la réduction des temps d'attente	242	243	243	-
Fonds pour les appareils médicaux	387	194	194	-
Autres	1 195	901	901	-
	11 882	13 173	13 173	-
REVENUS D'INVESTISSEMENT DANS LES ENTREPRISES PUBLIQUES				
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	1 992	1 941	1 941	-
Régie des alcools de l'Ontario	1 147	1 186	1 186	-
Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc.	444	887	887	-
Autres	(5)	5	5	-
	3 578	4 019	4 019	-
AUTRES REVENUS NON FISCAUX				
Remboursements	1 241	1 319	1 319	-
Redevance de liquidation de la dette (électricité)	997	1 018	1 018	-
Droits - permis de conduire et immatr. des véhicules	976	1 017	1 017	-
Ventes d'électricité	610	961	961	-
Autres droits et permis	506	510	510	-
Revenus tirés des permis d'alcool	489	502	502	-
Réduction nette du passif lié aux conventions d'achat d'électricité	236	396	396	-
Ventes et locations	352	369	369	-
Redevances	278	236	236	-
Autres revenus non fiscaux	721	441	441	-
	6 406	6 769	6 769	-
TOTAL DES REVENUS	77 841	81 687	82 132	445

* Prévisions financières du troisième trimestre au 31 décembre 2005.

** Le Fonds pour la réforme de la santé est inclus dans le TCS de 2004-2005.

***Inclut les revenus supplémentaires du budget fédéral de 2005 au titre de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants (272 millions de dollars en 2005-2006).

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

(en millions de dollars)	Chiffres réels 2004-2005	2005-2006		Variation en cours d'exercice
		Plan budgétaire	Perspect. actuelles*	
MINISTÈRE				
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales**	699	605	605	-
Aide ponctuelle et extraordinaire†	458	-	-	-
Procureur général	1 175	1 199	1 201	2
Commission de régie interne	145	167	167	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	2 831	3 196	3 198	2
Affaires civiques et Immigration**	65	76	82	6
Services sociaux et communautaires**	6 372	6 603	6 603	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 718	1 753	1 758	5
Culture	280	275	275	-
Secrétariat du renouveau démocratique	2	4	4	-
Développement économique et Commerce**	80	448	448	-
Éducation**	10 565	11 340	11 340	-
Régime de retraite des enseignantes et enseignants	240	290	290	-
Énergie	142	148	148	-
Environnement	300	314	314	-
Bureaux du corps exécutif	19	19	19	-
Finances - pour son propre compte**	1 049	1 092	1 092	-
Intérêt sur la dette	9 368	9 796	9 571	(225)
Fonds de réinvestissement communautaire/Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	626	662	662	-
Financement unique de transition du Fonds de réinvestissement communautaire	233	-	-	-
Achats d'électricité	840	961	961	-
Fonds de prévoyance**	-	557	402	(155)
Services gouvernementaux**	889	663	663	-
Prest. de retraite et autres avantages sociaux futurs**	458	514	735	221
Santé et Soins de longue durée**	30 797	32 718	32 718	-
Promotion de la santé**	198	254	254	-
Affaires intergouvernementales	13	8	9	1
Travail	129	146	146	-
Affaires municipales et Logement**	701	643	643	-
Richesses naturelles	484	492	584	92
Développement du Nord et Mines	78	111	116	5
Office des affaires francophones	3	4	4	-
Renouvellement de l'infrastructure publique**	29	51	51	-
Recherche et Innovation**	191	235	235	-
Secrétariat des affaires autochtones	19	14	45	31
Tourisme**	146	139	139	-
Formation, Collèges et Universités**	4 187	4 688	4 688	-
Transports	848	975	975	-
Économies de fin d'exercice	-	(350)	(350)	-
TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT	76 377	80 810	80 795	(15)

* Prévisions financières du troisième trimestre au 31 décembre 2005.

** Affectations préliminaires et retraitements historiques découlant de la nouvelle structure ministérielle auxquels on a procédé en attendant que la restructuration soit terminée.

† L'aide ponctuelle et extraordinaire désigne les dépenses supérieures aux niveaux « normaux » attribuables à des événements imprévus. En 2004-2005, les prix peu élevés des marchandises et certains événements imprévus ont nécessité une aide ponctuelle de 458 millions de dollars versée aux producteurs, et notamment aux producteurs de céréales et d'oléagineux ainsi qu'aux producteurs de tabac.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

(en millions de dollars)	Chiffres réels 2004-2005	2005-2006		Variation en cours d'exercice
		Plan budgétaire	Perspect. actuelles*	
MINISTÈRE				
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales**	243	271	271	-
Procureur général	34	75	75	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	4	109	142	33
Services sociaux et communautaires**	20	33	33	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	32	48	48	-
Culture	64	115	115	-
Développement économique et Commerce**	5	2	2	-
Éducation**	54	10	10	-
Énergie	52	49	49	-
Environnement	7	13	13	-
Finances**	25	4	4	-
Services gouvernementaux**	8	12	12	-
Santé et Soins de longue durée**	535	339	339	-
Promotion de la santé**	-	5	5	-
Affaires municipales et Logement**	34	132	132	-
Richesses naturelles	79	53	53	-
Développement du Nord et Mines	242	421	264	(157)
Renouvellement de l'infrastructure publique**, †	43	33	33	-
Fonds de prévoyance pour les immobilisations	-	175	117	(58)
Recherche et Innovation**	71	80	80	-
Secrétariat des affaires autochtones	2	3	3	-
Tourisme**	65	88	88	-
Formation, Collèges et Universités**	417	131	131	-
Transports	983	622	837	215
Économies de fin d'exercice	-	(150)	(150)	-
TOTAL DES CHARGES D'IMMOBILISATIONS ††	3 019	2 673	2 706	33

* Prévisions financières du troisième trimestre au 31 décembre 2005.

** Affectations préliminaires et retraitements historiques découlant de la nouvelle structure ministérielle auxquels on a procédé en attendant que la restructuration soit terminée.

† Les contributions des ministères aux investissements dans des terrains et des immeubles appartenant à la province sont inscrites au poste des charges des ministères en question. À compter de 2002-2003, tout redressement des charges résultant de la capitalisation et de l'amortissement de la plupart de ces terrains et immeubles appartenant à la province est inscrit au poste du ministère du Renouvellement de l'infrastructure publique.

†† À compter de 2002-2003, les immobilisations corporelles importantes appartenant aux ministères provinciaux (terrains, immeubles et infrastructure de transport) sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice intégrale. Les autres immobilisations corporelles appartenant aux ministères continueront à être comptabilisées à titre de charges au cours de l'année d'acquisition ou de construction. Toutes les immobilisations appartenant à des organismes publics intégrés sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice intégrale.

État de l'investissement net dans les immobilisations – Perspectives actuelles de 2005-2006* (en millions de dollars)				
	Terrains et immeubles	Infrastructure de transport	Immobilisations des organismes gouvernementaux	Total
Acquisition/Construction d'immobilisations corporelles importantes	160	1 131	526	1 817
Amortissement d'immobilisations corporelles imp. appartenant à la province	(84)	(534)	(206)	(824)
INVESTISSEMENT NET - IMMOBILISATIONS	76	597	320	993

* Prévisions financières du troisième trimestre au 31 décembre 2005.

Source : ministère du Renouvellement de l'infrastructure publique de l'Ontario.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DE L'ONTARIO 2005-2006

Programme consolidé de la province et de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (en millions de dollars)				
	Chiffres réels 2004-2005	2005-2006		Variation en cours d'exercice
		Plan budgétaire	Perspect. actuelles*	
Déficit/(Excédent)	1 555	2 796	2 369	(427)
Redressements pour :				
les éléments sans effet sur la trésorerie compris dans le déficit	(1 000)	2 309	2 193	(116)
l'amortissement des immobilisations corporelles imp.	(801)	(824)	(824)	-
Acquisition d'immobilisations corporelles importantes	1 388	1 817	1 817	-
Dette arrivant à échéance	15 284	20 500	20 238	(262)
Rachats de titres de créances	1 354	700	1 135	435
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	(1 033)	(1 214)	(996)	218
Augm./(Dim.) des espèces et des quasi-espèces	-	-	(185)	(185)
Préfinancement pour 2005-2006	6 244	-	-	-
Diminution/(Augmentation) des emprunts à court terme	465	-	(975)	(975)
Autres utilisations/(sources) des espèces	1 386	1 144	2 112	968
Emprunts à long terme totaux sur les marchés publics	24 842	27 228	26 884	(344)

* Prévisions financières du troisième trimestre au 31 décembre 2005.

Mise à jour sur les emprunts (au 31 décembre 2005) (en milliards de dollars)			
	Contractés	Restants	Total
Province	18,3	6,2	24,5
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	1,4	1,0	2,4
TOTAL	19,7	7,2	26,9

- ♦ Au 31 décembre 2005, 19,7 milliards de dollars avaient été empruntés à long terme sur les marchés publics :

	(en milliards de dollars)
Obligations d'épargne de l'Ontario	1,8
Émissions sur le marché canadien	13,6
Émissions sur le marché international/\$US	2,1
Obligations à rendement réel	0,7
Euro-billets à moyen terme	1,3
Autres	0,2
	19,7

- ♦ La diminution de 262 millions de dollars au poste de la dette arrivant à échéance est principalement attribuable au fait que la province et les investisseurs ont exercé leur option de reporter la date d'échéance de quatre émissions d'obligations de l'Ontario.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DE L'ONTARIO 2005-2006

- ♦ L'augmentation de 435 millions de dollars au titre des rachats de titres de créances résulte des rachats plus importants d'Obligations d'épargne de l'Ontario en décembre 2005.
- ♦ Du montant emprunté auprès du Régime de pensions du Canada, 218 millions de dollars ont été utilisés pour financer les rachats anticipés de titres de créances dont le coût est moins avantageux. Ce montant n'est pas disponible pour réduire les emprunts à long terme devant être contractés sur les marchés publics.
- ♦ L'augmentation du poste Autres utilisations/(sources) des espèces est surtout attribuable aux prêts à court terme qu'on prévoit accorder à l'Office de l'électricité de l'Ontario (OEO) afin de répondre temporairement à ses besoins en matière de trésorerie en attendant des rentrées de fonds.